

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le  
**29 AOUT 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/08/2022

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OLGA**

2 rue Julien Neveu  
BP 93106  
35530 Noyal-sur-Vilaine

Références : référence à compléter  
Code AIOT : 0005503449

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement OLGA implanté ZI de la Galmandière 35220 CHATEAUBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le déficit de précipitations rencontré en Ille-et-Vilaine au cours des six derniers mois a conduit à l'instauration progressive, depuis le 24 mai dernier, de mesures de restriction des prélèvements d'eau telles que prévues par l'arrêté cadre sécheresse du 11 juin 2021.

Sur la base de l'observation de la dégradation des indicateurs de suivi de la ressource en eau et de l'absence de perspective de précipitations et afin de traduire le risque fort d'une pénurie, l'ensemble du département a été placé en niveau d'alerte renforcée sécheresse ou de crise, que ce soit pour le milieu aquatique ou pour la ressource en eau potable, par arrêté préfectoral du 02 août dernier.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Outre les constats relatés dans ce rapport, on rappellera que le contexte décrit ici est susceptible d'évoluer. En l'absence d'épisode pluvieux dans les prochaines semaines, des mesures de restriction encore plus contraignantes sur les prélèvements et les usages de l'eau pourraient être prises. Il convient d'ores-et-déjà de les anticiper en identifiant des actions adaptées à cette situation.

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 03/08/2022 de l'établissement OLGA implanté ZI de la Galmandière 35220 CHATEAUBOURG, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Réduction de consommation ou mesure alternative - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022 article : Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise) – Délai : 15 jours

Enfin, en annexe du courrier de suite, on trouvera différentes ressources que l'exploitant pourra mobiliser pour se tenir informé de l'évolution de la situation ou pour l'aider à réduire ses consommations en eau.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OLGA
- ZI de la Galmandière 35220 CHATEAUBOURG
- Code AIOT : 0005503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Les installations sont destinées à la production de dessert type yaourts.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est constaté la mise à l'arrêt de la fontaine ornementale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet
3	Bilan mensuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence une bonne appropriation du sujet de la consommation d'eau, même si le formalisme attendu par l'arrêté préfectorale sécheresse n'est pas complètement atteint.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Suivi des consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté le détail des consommations d'eau dans la fiche d'auto-diagnostic jointe au présent rapport.  Le suivi des consommations est réalisé à l'aide des deux compteurs principaux (un AEP et un autre commun aux trois forages) et d'environ 140 sous-compteurs.  L'ensemble est déjà relevé habituellement à une fréquence quotidienne (ronde). Ces valeurs sont enregistrées avec signalement automatique en cas de dérive (dépassement d'un seuil).  Les mesures sont examinées à chaque relevé pour détecter des anomalies (signalement à la maintenance avec suivi des actions correctives via GMAO).  L'évolution des consommations fait également l'objet d'un suivi à plus long terme, chaque mois par le responsable du suivi des énergies/eau et la direction, où est examiné notamment un indicateur de consommation spécifique (volume d'eau consommé par tonne produite).  Le sujet des consommations d'eau est également examiné lors des revues de direction
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse,</li> <li>Ou</li> <li>- l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre,</li> <li>Ou</li> <li>- l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué dans la fiche d'auto-diagnostic jointe au rapport, l'exploitant s'est engagé sur la mise en œuvre d'un plan d'actions de réduction des consommations.</p> <p>Il a notamment mis en place les mesures présentées dans la fiche (remplacement de trois des huit TAR par des tours adiabatiques) avec les gains associés permettant un gain de 13% sur la consommation hebdomadaire.</p> <p>D'autres actions antérieures, telles que des limiteurs de débit sur l'arrosage des garnitures de pompe en 2020 ont également pu être constatées.</p> <p>Des optimisations de la consommations ont également été recherchées en réagénant les différentes productions de façon à réduire les opérations de nettoyage des équipements.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas à proprement parler pour l'établissement de Chateaubourg d'un diagnostic technique plus poussé que le suivi de ses consommations, mais il a indiqué avoir lancé trois audits sur d'autres sites du groupe qui lui permettront d'identifier de nouvelles pistes de réduction.</p> <p>Enfin, l'exploitant annonce s'être engagé dans l'installation d'une unité de traitement des eaux de process par osmose inverse prévue pour mars 2023 (1,6 M€) et qui permettra de les réutiliser pour des usages non alimentaires tels que les TAR restantes, la chaufferie, ...</p> <p>En définitive, l'inspection constate que, même si un suivi fin des consommations d'eau et plusieurs actions significatives de réduction de la consommation d'eau ont été mises en place sur l'établissement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter, formellement, un diagnostic et le plan d'actions associé.</p> <p>&gt; Afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté sécheresse, l'exploitant est invité à formaliser un diagnostic rapide et synthétique des consommations d'eau de l'établissement (récapitulatif des consommations par poste, examen de l'état des réseaux, présentation et évaluation des solutions possibles, techniques et organisationnelles, de réduction, ...) et d'en tirer un plan d'actions précisant les gains attendus et le calendrier de mise en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Bilan mensuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées
<b>Constats :</b> Les éléments présentés dans la fiche d'auto-diagnostic montrent une réduction de la consommation hebdomadaires sur les quatre dernières semaines de l'ordre de 20% par rapport à la consommation moyenne de 2021.  L'exploitant précise toutefois qu'une partie de cette réduction s'explique par la baisse des volumes de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

